

**AVIS D'AUDIENCE D'APPROBATION D'UNE TRANSACTION  
DANS LE CADRE DE L'ACTION COLLECTIVE EN DOMMAGES ET INTÉRÊTS COMPENSATOIRES  
DES FRAIS POUR DES  
SERVICES ÉDUCATIFS ET POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL SCOLAIRE  
150-06-00007-138**

---

Le présent avis a pour but de vous informer qu'une transaction est intervenue, sous réserve de son approbation par le Tribunal, entre les parties impliquées dans l'action collective autorisée le 6 décembre 2016 par l'honorable Carl Lachance, J.C.S., contre 68 commissions scolaires (ci-après « **Action collective** »), pour le compte des personnes faisant partie du groupe ci-après décrit (ci-après les « **Membres du Groupe** »):

« Toutes les personnes qui ont payé, à titre de parents, tuteurs ou ayants droit, pour leurs enfants inscrits à l'une des écoles relevant d'un des établissements des intimées, des frais pour des services éducatifs (...) et pour l'achat de manuels scolaires ou du matériel didactique obligatoires ou facultatifs requis pour l'enseignement des programmes d'études de l'éducation primaire et secondaire, de même que des frais pour des ressources bibliographiques et documentaires et ce, depuis l'année scolaire 2009-2010, sauf pour les dix (10) commissions scolaires énumérées au paragraphe 20. i., ii, iii, iv, v, vi, x, xii, xiii et xv, depuis l'année scolaire 2008-2009, jusqu'à la date du jugement et non visés par l'exception prévue à l'article 7 de la *Loi sur l'instruction publique* (L.R.Q., chapitre I-13.3), sous réserves de certaines particularités eu égard à la Commission scolaire des Samares pour lesquelles les précisions suivantes doivent être apportées :

- ◆ Concernant la Commission scolaire des Samares, tous les éléments ayant fait l'objet du désistement consigné dans un procès-verbal du 27 février 2012 dans le dossier 705-06-000005-109 de la Cour supérieure du district de Joliette seront exclus de la réclamation ; »

Le présent avis est émis conformément à l'article 590 du Code de procédure civile du Québec et présente un résumé de la proposition de transaction (ci-après la « **Transaction** »). Cette Transaction peut avoir des conséquences sur vos droits, que vous agissiez ou non. Veuillez lire cet avis attentivement.

<b>LA TRANSACTION</b>
-----------------------

Sans admission de responsabilité, et sous réserve de leurs droits et recours contre leurs assureurs responsabilité, les 68 commissions scolaires défenderesses acceptent de verser collectivement un montant total de 153 507 134,00\$ en capital, intérêts, frais et indemnité additionnelle (le « **Fonds de règlement** »), incluant les honoraires des avocats des Membres du Groupe (et les taxes applicables), ainsi que les déboursés (incluant les frais de financement) et frais de justice qu'ils ont encourus, mais à l'exclusion des frais de distribution et des frais de publication des avis, qui sont assumés directement par les Défenderesses et non à partir du Fonds de règlement, le tout en règlement complet et final des réclamations des Membres du Groupe pour toutes les pertes pécuniaires et les dommages allégués.

Le Fonds de règlement permettra de payer à chaque Membre du Groupe un montant forfaitaire compensatoire de 28,49\$ par élève par année scolaire (l'« **indemnité individuelle** »), pour les années scolaires 2009-2010 ou 2010-2011, le cas échéant, jusqu'à l'année scolaire 2016-2017 inclusivement. Les honoraires des avocats des Membres du Groupe (et les taxes applicables), ainsi que les déboursés (incluant les frais de financement) et frais de justice qu'ils ont encourus, dont le total devrait être d'approximativement 4.40\$ par élève par année scolaire, seront déduits de l'indemnité individuelle de 28,49\$ par élève par année scolaire, le tout sujet à l'approbation du Tribunal.

Les années compensées sont les années scolaires 2009-2010 à 2016-2017 dans le cas des 10 commissions scolaires suivantes :

- Commission scolaire de la Capitale
- Commission scolaire du Chemin-du-Roy
- Commission scolaire des Découvreurs
- Commission scolaire de l'Énergie
- Commission scolaire De La Jonquière
- Commission scolaire du Lac-Saint-Jean
- Commission scolaire des Navigateurs
- Commission scolaire du Pays-des-Bleuets
- Commission scolaire des Premières-Seigneuries
- Commission scolaire des Rives-du-Saguenay

Les années scolaires 2010-2011 à 2016-2017 sont compensées pour les autres commissions scolaires visées par l'Action collective.

La Transaction prévoit que pour les années scolaires 2017-2018 et 2018-2019, les Membres du Groupe seront compensés par le *Supplément pour l'achat de fournitures scolaires* versé à partir de l'année scolaire 2017-2018 par le gouvernement du Québec.

Tout Membre du Groupe qui ne s'est pas exclu de l'Action collective conformément à l'article 580 du *Code de procédure civile du Québec* donnera quittance complète et finale pour tout litige découlant directement ou indirectement des faits et des frais mentionnés aux procédures instituées dans le cadre de l'Action collective, pour les années 2008-2009 à 2018-2019 inclusivement.

## **DISTRIBUTION DES SOMMES PRÉVUES À LA TRANSACTION**

La Transaction prévoit la distribution automatique de l'indemnité individuelle à chacun des Membres du Groupe pour toutes les années indemnisées, sans nécessité de présenter une demande de réclamation. La distribution automatique sera faite par un ou des administrateur(s) de réclamations externes ou par les commissions scolaires elles-mêmes, le cas échéant sous la supervision et la vérification d'un auditeur externe.

Les Membres du Groupe pourront aviser les parties d'un changement d'adresse sur un site Internet prévu à cette fin dans un délai de 120 jours suivant le jugement d'approbation final de la Transaction selon la procédure prévue à la Transaction à être approuvée par le Tribunal.

Dans l'éventualité où l'ensemble du Fonds de règlement ne devait pas être distribuée aux Membres du Groupe, le reliquat sera attribué à un poste budgétaire distinct à être mis en place par chacune des Défenderesses qui servira exclusivement à aider les élèves ayant des besoins financiers.

## **AUDITION POUR APPROBATION**

Les parties demanderont à la Cour supérieure d'approuver la Transaction **le 18 juillet 2018, à 9h30, en salle 3.01**, du Palais de justice de Chicoutimi, sis au 227 Rue Racine E, G7H 7B4 (ci-après l'« **Audition pour approbation** »). À cette occasion, les Membres du Groupe pourront faire valoir au Tribunal leurs prétentions sur la Transaction et sur la disposition du reliquat, le cas échéant. Le jugement qui approuve la Transaction

détermine, s'il y a lieu, les modalités de son exécution.

Les Membres du Groupe qui veulent s'objecter ou faire des représentations à l'égard de la Transaction pourront s'adresser au Tribunal directement, ou par l'entremise de leurs avocats, lors de l'Audition pour approbation. Le Tribunal considérera les objections et/ou représentations et/ou arguments de toute personne souhaitant s'adresser au Tribunal.

#### **POUR EN SAVOIR DAVANTAGE**

Cet avis ne contient qu'un résumé de certaines dispositions de la Transaction. Si vous avez des questions, veuillez communiquer avec les avocats des Membres du Groupe.

Les avocats des Membres du Groupe sont :

Me Manon Lechasseur  
Me Yves Laperrière  
Justitia Cabinet d'Avocats  
138, rue Racine Est  
Chicoutimi (Québec) G7H 1R7

Courriel: m.lechasseur@justitiaavocats.com  
Courriel: y.laperriere@justitiaavocats.com

-et-

Me Lucien Bouchard  
Me Jean-Philippe Groleau  
Me Guillaume Charlebois  
Davies Ward Phillips & Vineberg, s.e.n.c.r.l., s.r.l./LLP  
1501, avenue McGill College Suite 2600  
Montréal (Québec) H3A 3N9

Courriel: lbouchard@dwpv.com  
Courriel: jpgroleau@dwpv.com  
Courriel : gcharlebois@dwpv.com

Les avocats des défenderesses (toutes les commissions scolaires, à l'exception des cinq (5) commissions scolaires de l'Île de Montréal) sont :

Me Bernard Jacob  
Me Jonathan Desjardins Mallette  
Me Marie-Andrée Gagnon  
Morency, société d'avocats  
Édifice Le Delta 3  
2875, boul. Laurier, bureau 200  
Québec (Québec) G1V 2M2

Courriel: jdmallette@morencyavocats.com

Les avocats des défenderesses cinq commissions scolaires de l'Île de Montréal sont :

Me Malaythip Phommasak  
Meagher Phommasak, avocates  
500, boul.Crémazie Est  
Montréal (Québec) H2P 1E7

Courriel: malaythip.phommasak@cgtsim.qc.ca

## **INTERPRÉTATION**

Cet avis ne contient qu'un résumé de certaines dispositions de la Transaction. En cas de conflit entre les dispositions de cet avis et celles de la Transaction, les dispositions de la Transaction auront préséance.

**LA PUBLICATION DE CET AVIS A ÉTÉ ORDONNÉE PAR LE TRIBUNAL.**

**NOTICE OF HEARING FOR APPROVAL OF A TRANSACTION  
IN THE CLASS ACTION FOR COMPENSATORY DAMAGES FOR COSTS  
FOR EDUCATIONAL SERVICES AND FOR THE PURCHASE OF SCHOOL MATERIALS  
150-06-000007-138**

---

The present notice is to inform you that a transaction has been entered into, subject to its approval by the Court, between the parties involved in the class action authorized on December 6, 2016 by the honourable Carl Lachance, J.S.C., against 68 school boards (the "**Class Action**"), on behalf of the persons forming part of the class described below (the "**Class Members**"):

"All persons who have paid, as parents, tutors, or assignees, for their children registered in one of the schools forming part of the educational institutions of the respondents, costs for educational services (...) and for the purchase of textbooks or instructional materials, mandatory or optional, required for the teaching of programs of studies of elementary and secondary education, as well as costs for reference and reading material, from the 2009-2010 school year, except for the ten (10) school boards listed at paragraphs 20. i., ii, iii, iv, v, vi, x, xii, xiii, and xv, from the 2008-2009 school year, until the judgment date, that are not subject to the exception contemplated by section 7 of the *Education Act* (CQLR c I-13.3), subject to certain reservations with respect to the *Commission scolaire des Samares* for which the following clarifications should be made:

- ◆ With respect to the *Commission scolaire des Samares*, all of the matters that were the subject of the discontinuance recorded in the minutes of the hearing dated February 27, 2012 in the court record 705-06-000005-109 of the Superior Court of the district of Joliette will be excluded from the claim;"

The present notice is issued pursuant to section 590 of the *Code of Civil Procedure* of Quebec and presents a summary of the proposed transaction (the "**Transaction**"). The Transaction can have consequences on your rights, whether you act or not. Please read this notice carefully.

<b>THE TRANSACTION</b>
------------------------

Without admission of liability, and subject to their rights and remedies against their liability insurers, the 68 defendant school boards agree to collectively pay a total amount of \$153,507,134.00 in capital, interests, costs and additional indemnity (the "**Settlement Fund**"), including the fees of counsel for the Class Members (and the applicable taxes), as well as the disbursements (including financing costs) and legal costs incurred by them, but excluding the distribution costs and the publication costs for the notices, which are assumed directly by the Defendants and not from the Settlement Fund, the whole in full and final settlement of the Class Members' claims for all alleged pecuniary losses and damages.

The Settlement Fund will allow the payment to each Class Member of a compensatory lump sum of \$28.49 per student per school year (the "**Individual Indemnity**"), for the 2009-2010 or 2010-2011 school years, as applicable, until the 2016-2017 school year inclusively. The fees of counsel for the Class Members (and the applicable taxes), as well as the disbursements (including financing costs) and legal costs incurred by them, the total of which should be approximately \$4.40 per student per school year, will be deducted from the Individual Indemnity of \$28.49 per student per school year, all subject to the approval of the Court.

The compensated years are the 2009-2010 to 2016-2017 school years in the case of the following 10 school

boards:

- Commission scolaire de la Capitale
- Commission scolaire du Chemin-du-Roy
- Commission scolaire des Découvreurs
- Commission scolaire de l'Énergie
- Commission scolaire De La Jonquière
- Commission scolaire du Lac-Saint-Jean
- Commission scolaire des Navigateurs
- Commission scolaire du Pays-des-Bleuets
- Commission scolaire des Premières-Seigneuries
- Commission scolaire des Rives-du-Saguenay

The 2010-2011 to 2016-2017 school years are compensated for the other school boards covered by the Class Action.

The Transaction provides that for the 2017-2018 and 2018-2019 school years, the Class Members will be compensated by the *Supplement for the purchase of school supplies* paid from the 2017-2018 school year by the Government of Québec.

Any Class Member who has not opted out of the Class Action in accordance with section 580 of the *Code of Civil Procedure* of Quebec will give full and final release for any dispute arising directly or indirectly from the facts and costs mentioned in the proceedings instituted in the Class Action, for the years 2008-2009 to 2018-2019 inclusively.

#### **DISTRIBUTION OF THE AMOUNTS PROVIDED FOR IN THE TRANSACTION**

The Transaction provides for the automatic distribution of the Individual Indemnity to each Class Member for all indemnified years, without the need to submit a claim. The automatic distribution will be made by one or several external claims administrator(s) or by the school boards themselves, in which case under the supervision and verification of an external auditor.

The Class Members will be able to notify the parties of a change of address on a website provided for this purpose within a delay of 120 days from the final judgment approving the Transaction pursuant to the procedure provided for in the Transaction to be approved by the Court.

In the event that the entire Settlement Fund is not distributed to the Class Members, the remaining balance will be allocated to a distinct budgetary item to be set up by each of the Defendants which will be used exclusively to help students with financial needs.

#### **HEARING FOR APPROVAL**

The parties will ask the Superior Court to approve the Transaction on **July 18, 2018, at 9:30 am, in room 3.01, at the Chicoutimi Courthouse**, located at 227 Racine Street E, G7H 7B4 (the "**Hearing For Approval**"). On this occasion, the Class Members will be able to assert their contentions before the Court regarding the Transaction and the distribution of the remaining balance, if any. The judgment approving the Transaction determines, if necessary, the mechanics of its execution.

The Class Members who want to object or to make representations regarding the Transaction will be able to address the Court directly, or through their counsel, at the Hearing For Approval. The Court will consider the objections and / or representations and / or arguments of any person wishing to address the Court.

<b>TO LEARN MORE</b>
----------------------

This notice only contains a summary of certain provisions of the Transaction. If you have any questions, please contact counsel for the Class Members.

Counsel for the Class Members are:

Mtre Manon Lechasseur  
Mtre Yves Laperrière  
Justitia Cabinet d'Avocats  
138, Racine Street E  
Chicoutimi (Québec) G7H 1R7

Email: m.lechasseur@justitiaavocats.com  
Email: y.laperriere@justitiaavocats.com

-and-

Mtre Lucien Bouchard  
Mtre Jean-Philippe Groleau  
Mtre Guillaume Charlebois  
Davies Ward Phillips & Vineberg, s.e.n.c.r.l., s.r.l./LLP  
1501 McGill College Avenue, Suite 2600  
Montréal (Québec) H3A 3N9

Email: lbouchard@dwpv.com  
Email: jpgroleau@dwpv.com  
Email: gcharlebois@dwpv.com

Counsel for the defendants (all of the school boards, except for the five (5) Montreal school boards) are:

Mtre Bernard Jacob  
Mtre Jonathan Desjardins Mallette  
Mtre Marie-Andrée Gagnon  
Morency, société d'avocats  
Édifice Le Delta 3  
2875 Laurier Boulevard, Suite 200  
Québec (Québec) G1V 2M2

Email: jdmallette@morencyavocats.com

Counsel for the defendants (the five (5) Montreal school boards) are:

Mtre Malaythip Phommasak  
Meagher Phommasak, avocates  
500 Crémazie Boulevard E  
Montréal (Québec) H2P 1E7

Email: malaythip.phommasak@cgtsim.qc.ca

<b>INTERPRETATION</b>
-----------------------

This notice contains only a summary of certain provisions of the Transaction. In the event of a conflict between the provisions of this notice and those of the Transaction, the provisions of the Transaction will prevail.

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE HAS BEEN ORDERED BY THE COURT.**



**AVIS ABRÉGÉ D'AUDIENCE D'APPROBATION D'UNE TRANSACTION  
DANS LE CADRE DE L'ACTION COLLECTIVE EN DOMMAGES ET INTÉRÊTS COMPENSATOIRES  
DES FRAIS POUR DES  
SERVICES ÉDUCATIFS ET POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL SCOLAIRE  
150-06-000007-138**

---

**PRENEZ AVIS** qu'une transaction est intervenue (la « **Transaction** »), sous réserve de son approbation par le Tribunal, entre les parties impliquées dans l'action collective autorisée le 6 décembre 2016 par l'honorable Carl Lachance, J.C.S., contre 68 commissions scolaires (ci-après « **Action collective** »), pour le compte des personnes faisant partie du groupe ci-après décrit (ci-après les « **Membres du Groupe** ») :

« Toutes les personnes qui ont payé, à titre de parents, tuteurs ou ayants droit, pour leurs enfants inscrits à l'une des écoles relevant d'un des établissements des intimées, des frais pour des services éducatifs (...) et pour l'achat de manuels scolaires ou du matériel didactique obligatoires ou facultatifs requis pour l'enseignement des programmes d'études de l'éducation primaire et secondaire, de même que des frais pour des ressources bibliographiques et documentaires et ce, depuis l'année scolaire 2009-2010, sauf pour les dix (10) commissions scolaires énumérées au paragraphe 20. i., ii, iii, iv, v, vi, x, xii, xiii et xv, depuis l'année scolaire 2008-2009, jusqu'à la date du jugement et non visés par l'exception prévue à l'article 7 de la *Loi sur l'instruction publique* (L.R.Q., chapitre I-13.3), sous réserves de certaines particularités eu égard à la Commission scolaire des Samares pour lesquelles les précisions suivantes doivent être apportées :

- ◆ Concernant la Commission scolaire des Samares, tous les éléments ayant fait l'objet du désistement consigné dans un procès-verbal du 27 février 2012 dans le dossier 705-06-000005-109 de la Cour supérieure du district de Joliette seront exclus de la réclamation ; »

La Transaction se résume comme suit :

- Sans admission de responsabilité, et sous réserve de leurs droits et recours contre leurs assureurs responsabilité, les 68 commissions scolaires défenderesses acceptent de verser collectivement un montant total de 153 507 134,00\$ en capital, intérêts, frais et indemnité additionnelle (le « **Fonds de règlement** »), incluant les honoraires des avocats des Membres du Groupe (et les taxes applicables), ainsi que les déboursés (incluant les frais de financement) et frais de justice qu'ils ont encourus, mais à l'exclusion des frais de distribution et des frais de publication des avis, qui sont assumés directement par les Défenderesses et non à partir du Fonds de règlement, le tout en règlement complet et final des réclamations des Membres du Groupe pour toutes les pertes pécuniaires et les dommages allégués.
- Le Fonds de règlement permettra de payer à chaque Membre du Groupe un montant forfaitaire compensatoire de 28,49\$ par élève par année scolaire (l'« **indemnité individuelle** »), pour les années scolaires 2009-2010 ou 2010-2011, le cas échéant, jusqu'à l'année scolaire 2016-2017 inclusivement. Les honoraires des avocats des Membres du Groupe (et les taxes applicables), ainsi que les déboursés (incluant les frais de financement) et frais de justice qu'ils ont encourus, dont le total devrait être approximativement de 4,40\$ par élève par année scolaire, seront déduits de cette indemnité individuelle de 28,49\$ par élève par année scolaire, le tout sujet à l'approbation du Tribunal.

- Tout Membre du Groupe qui ne s'est pas exclu de l'Action collective conformément à l'article 580 du *Code de procédure civile du Québec* donnera quittance complète et finale pour tout litige découlant directement ou indirectement des faits et des frais mentionnés aux procédures instituées dans le cadre de l'Action collective, pour les années 2008-2009 à 2018-2019 inclusivement.
- La Transaction prévoit la distribution automatique de l'indemnité individuelle à chacun des Membres du Groupe pour toutes les années indemnisées, sans nécessité de présenter une demande de réclamation. Les Membres du Groupe pourront aviser les parties d'un changement d'adresse sur un site Internet prévu à cette fin dans un délai de 120 jours suivant le jugement d'approbation final de la Transaction, selon la procédure prévue à la Transaction à être approuvée par le Tribunal.
- Dans l'éventualité où l'ensemble du Fonds de règlement ne devait pas être distribuée aux Membres du Groupe, le reliquat sera attribué à un poste budgétaire distinct à être mis en place par chacune des Défenderesses qui servira exclusivement à aider les élèves ayant des besoins financiers.

Les parties demanderont à la Cour supérieure d'approuver la Transaction le **18 juillet 2018, à 9h30, en salle 3.01 du Palais de justice de Chicoutimi**, sis au 227 Rue Racine E, G7H 7B4 (ci-après l'« **Audition pour approbation** »).

**Les Membres du Groupe qui veulent s'objecter ou faire des représentations à l'égard de la Transaction pourront s'adresser au Tribunal directement, ou par l'entremise de leurs avocats, lors de l'Audition pour approbation.**

Un avis aux membres détaillé quant au contenu de cette transaction est disponible au greffe de la Cour supérieure, district de Chicoutimi de même que sur le site web de commissions scolaires Défenderesses. Cet avis est une version abrégée de l'avis détaillé. En cas de contradiction entre les deux versions, l'avis détaillé prévaut.

**Un nouvel avis sera publié au moment du jugement final sur l'approbation de la Transaction.**

Les avocats des Membres du Groupe sont :

Me Manon Lechasseur  
 Me Yves Laperrière  
 Justitia Cabinet d'Avocats  
 138, rue Racine Est  
 Chicoutimi (Québec) G7H 1R7  
 Courriel: m.lechasseur@justitiaavocats.com  
 Courriel: y.laperriere@justitiaavocats.com

Me Lucien Bouchard  
 Me Jean-Philippe Groleau  
 Me Guillaume Charlebois  
 Davies Ward Phillips & Vineberg, s.e.n.c.r.l., s.r.l./LLP  
 1501, avenue McGill College Suite 2600  
 Montréal (Québec) H3A 3N9

Courriel: lbouchard@dwpv.com  
 Courriel: jpgroleau@dwpv.com  
 Courriel : gcharlebois@dwpv.com

Les avocats des défenderesses (toutes les commissions scolaires, à l'exception des cinq (5) commissions scolaires de l'île de Montréal) sont :

Me Bernard Jacob  
Me Jonathan DesjardinsMallette  
Me Marie-Andrée Gagnon  
Morency, société d'avocats  
Édifice Le Delta 3  
2875, boul. Laurier, bureau 200  
Québec (Québec) G1V 2M2  
Téléphone : 418-651-9900  
Courriel: [jdmallette@morencyavocats.com](mailto:jdmallette@morencyavocats.com)

Les avocats des défenderesses cinq commissions scolaires de l'île de Montréal sont :

Me Malaythip Phommasak  
Meagher Phommasak, avocates  
500, boul.Crémazie Est  
Montréal (Québec) H2P 1E7  
Téléphone : 514-384-1830  
Courriel: [malaythip.phommasak@cgtsim.qc.ca](mailto:malaythip.phommasak@cgtsim.qc.ca)

**LA PUBLICATION DE CET AVIS A ÉTÉ ORDONNÉE PAR LE TRIBUNAL.**

**ABRIDGED NOTICE OF HEARING FOR APPROVAL OF A TRANSACTION  
IN THE CLASS ACTION FOR COMPENSATORY DAMAGES FOR COSTS  
FOR EDUCATIONAL SERVICES AND FOR THE PURCHASE OF SCHOOL MATERIALS  
150-06-000007-138**

---

**TAKE NOTICE** that a transaction has been entered into, subject to its approval by the Court, between the parties involved in the class action authorized December 6, 2016 by the honourable Carl Lachance, J.S.C., against 68 school boards (the “**Class Action**”), on behalf of the persons forming part of the class described below (the “**Class Members**”):

“All persons who have paid, as parents, tutors, or assignees, for their children registered in one of the schools forming part of the educational institutions of the respondents, costs for educational services (...) and for the purchase of textbooks or instructional materials, mandatory or optional, required for the teaching of programs of studies of elementary and secondary education, as well as costs for reference and reading material, from the 2009-2010 school year, except for the ten (10) school boards listed at paragraphs 20. i., ii, iii, iv, v, vi, x, xii, xiii, and xv, from the 2008-2009 school year, until the judgment date, that are not subject to the exception contemplated by section 7 of the *Education Act* (CQLR c I-13.3), subject to certain reservations with respect to the *Commission scolaire des Samares* for which the following clarifications should be made:

- ◆ With respect to the *Commission scolaire des Samares*, all of the matters that were the subject of the discontinuance recorded in the minutes of the hearing dated February 27, 2012 in the court record 705-06-000005-109 of the Superior Court of the district of Joliette will be excluded from the claim;”

The Transaction is summarized as follows:

- Without admission of liability, and subject to their rights and remedies against their liability insurers, the 68 defendant school boards agree to collectively pay a total amount of \$153,507,134.00 in capital, interests, costs and additional indemnity (the “**Settlement Fund**”), including the fees of counsel for the Class Members (and the applicable taxes), as well as the disbursements (including financing costs) and legal costs incurred by them, but excluding the distribution costs and the publication costs for the notices, which are assumed directly by the Defendants and not from the Settlement Fund, the whole in full and final settlement of the Class Members' claims for all alleged pecuniary losses and damages.
- The Settlement Fund will allow the payment to each Class Member of a compensatory lump sum of \$28.49 per student per school year (the “**Individual Indemnity**”), for the 2009-2010 or 2010-2011 school years, as applicable, until the 2016-2017 school year inclusively. The fees of counsel for the Class Members (and the applicable taxes), as well as the disbursements (including financing costs) and legal costs incurred by them, the total of which should be approximately \$4.40 per student per school year, will be deducted from the Individual Indemnity of \$28.49 per student per school year, all subject to the approval of the Court.
- Any Class Member who has not opted out of the Class Action in accordance with section 580 of the *Code of Civil Procedure* of Quebec will give full and final release for any dispute arising directly or

indirectly from the facts and costs mentioned in the proceedings instituted in the Class Action, for the years 2008-2009 to 2018-2019 inclusively.

- The Transaction provides for the automatic distribution of the Individual Indemnity to each Class Member for all indemnified years, without the need to submit a claim. The Class Members will be able to notify the parties of a change of address on a website provided for this purpose within a delay of 120 days from the final judgment approving the Transaction pursuant to the procedure provided for in the Transaction to be approved by the Court.
- In the event that the entire Settlement Fund is not distributed to the Class Members, the remaining balance will be allocated to a distinct budgetary item to be set up by each of the Defendants which will be used exclusively to help students with financial needs.

The parties will ask the Superior Court to approve the Transaction on **July 18, 2018, at 9:30 am, in room 3.01, at the Chicoutimi Courthouse**, located at 227 Racine Street E, G7H 7B4 (the "**Hearing For Approval**").

**The Class Members who want to object or to make representations regarding the Transaction will be able to address the Court directly, or through their counsel, at the Hearing For Approval.**

A detailed notice to members regarding the content of this transaction is available at the office of the Superior Court, district of Chicoutimi, and on the website of the Defendant school boards. This notice is an abridged version of the detailed notice. In case of contradiction between the two versions, the detailed notice prevails.

**A new notice will be published upon the final judgment approving the Transaction.**

Counsel for the Class Members are:

Mtre Manon Lechasseur  
Mtre Yves Laperrière  
Justitia Cabinet d'Avocats  
138, Racine Street E  
Chicoutimi (Québec) G7H 1R7

Email: [m.lechasseur@justitiaavocats.com](mailto:m.lechasseur@justitiaavocats.com)  
Email: [y.laperriere@justitiaavocats.com](mailto:y.laperriere@justitiaavocats.com)

Mtre Lucien Bouchard  
Mtre Jean-Philippe Groleau  
Mtre Guillaume Charlebois  
Davies Ward Phillips & Vineberg, s.e.n.c.r.l., s.r.l./LLP  
1501 McGill College Avenue, Suite 2600  
Montréal (Québec) H3A 3N9

Email: [lbouchard@dwpv.com](mailto:lbouchard@dwpv.com)  
Email: [jpgroleau@dwpv.com](mailto:jpgroleau@dwpv.com)  
Email: [gcharlebois@dwpv.com](mailto:gcharlebois@dwpv.com)

Counsel for the defendants (all of the school boards, except for the five (5) Montreal school boards) are:

Mtre Bernard Jacob  
Mtre Jonathan Desjardins Mallette  
Mtre Marie-Andrée Gagnon  
Morency, société d'avocats  
Édifice Le Delta 3  
2875 Laurier Boulevard, Suite 200  
Québec (Québec) G1V 2M2

Email: [jdmallette@morencyavocats.com](mailto:jdmallette@morencyavocats.com)

Counsel for the defendants (the five (5) Montreal school boards) are:

Mtre Malaythip Phommasak  
Meagher Phommasak, avocates  
500 Crémazie Boulevard E  
Montréal (Québec) H2P 1E7

Email: [malaythip.phommasak@cgtsim.qc.ca](mailto:malaythip.phommasak@cgtsim.qc.ca)

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE HAS BEEN ORDERED BY THE COURT.**



---

## Avis d'audience d'approbation d'une transaction English

---

SOURCE

**Morency Société d'avocats**

Jun 30, 2018, 09:00 ET

---

**« Action collective en dommages et intérêts compensatoires des frais pour des services éducatifs et pour l'achat de matériel scolaire »**

**LE GROUPE ET DAISYE MARCIL C. COMMISSION SCOLAIRE DE LA  
JONQUIÈRE ET AL.**

(C.S de Chicoutimi.: 150-06-000007-138)

CHICOUTIMI, QC, le 30 juin 2018 /CNW Telbec/ - Le présent communiqué a pour but d'informer qu'une transaction est intervenue, sous réserve de son approbation par le Tribunal, entre les parties impliquées dans l'action collective autorisée le 6 décembre 2016 par l'honorable Carl Lachance, J.C.S., contre 68 commissions scolaires, pour le compte des personnes faisant partie du groupe ci-après décrit:

« Toutes les personnes qui ont payé, à titre de parents, tuteurs ou ayants droit, pour leurs enfants inscrits à l'une des écoles relevant d'un des établissements des intimées, des frais pour des services éducatifs (...) et pour l'achat de manuels scolaires ou du matériel didactique obligatoires ou facultatifs requis pour l'enseignement des programmes d'études de l'éducation primaire et secondaire, de même que des frais pour des

ressources bibliographiques et documentaires et ce, depuis l'année scolaire 2009-2010, sauf pour les dix (10) commissions scolaires énumérées au paragraphe 20. i., ii, iii, iv, v, vi, x, xii, xiii et xv, depuis l'année scolaire 2008-2009, jusqu'à la date du jugement et non visés par l'exception prévue à l'article 7 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3), sous réserves de certaines particularités eu égard à la Commission scolaire des Samares pour lesquelles les précisions suivantes doivent être apportées :

- ◆ Concernant la Commission scolaire des Samares, tous les éléments ayant fait l'objet du désistement consigné dans un procès-verbal du 27 février 2012 dans le dossier 705-06-000005-109 de la Cour supérieure du district de Joliette seront exclus de la réclamation ; »

Cette transaction prévoit que les 68 commissions scolaires défenderesses verseront un montant total de 153 507 134,00\$ en capital, intérêts et indemnité additionnelle en règlement complet et final des réclamations des membres du groupe, lequel correspond à un montant forfaitaire compensatoire de 28,49\$ par élève par année pour les années scolaires 2009-2010 ou 2010-2011, le cas échéant, jusqu'à l'année scolaire 2016-2017 inclusivement. Les honoraires (et taxes applicables), déboursés (incluant les frais de financement) et frais encourus par les avocats des membres du groupe, dont le total devrait être approximativement de 4,40\$ par élève par année scolaire, seront déduits de ce montant forfaitaire de 28,49\$.

Dans l'éventualité où l'ensemble du fonds de règlement ne devait pas être distribué aux Membres du Groupe, le reliquat sera attribué à un poste budgétaire distinct à être mis en place par chacune des Défenderesses qui servira exclusivement à aider les élèves ayant des besoins financiers.

Les années scolaires 2009-2010 à 2016-2017 sont visées dans le cas des 10 commissions scolaires suivantes :



- Commission scolaire de la Capitale
- Commission scolaire du Chemin-du-Roy
- Commission scolaire des Découvreurs
- Commission scolaire de l'Énergie
- Commission scolaire De La Jonquière
- Commission scolaire du Lac-Saint-Jean
- Commission scolaire des Navigateurs
- Commission scolaire du Pays-des-Bleuets
- Commission scolaire des Premières-Seigneuries
- Commission scolaire des Rives-du-Saguenay

Les années scolaires 2010-2011 à 2016-2017 sont compensées pour les autres commissions scolaires visées par l'action collective.

La transaction prévoit que pour les années scolaires 2017-2018 et 2018-2019, les membres du groupe seront compensés par le *Supplément pour l'achat de fournitures scolaires* versé à partir de l'année scolaire 2017-2018 par le gouvernement du Québec.

Les membres du groupe qui veulent s'objecter ou faire des représentations à l'égard de la transaction proposée pourront s'adresser au Tribunal directement, ou par l'entremise de leurs avocats, lors de l'audition pour approbation, laquelle se tiendra le 18 juillet 2018, à 9h30, en salle 3.01 du Palais de justice de Chicoutimi, sis au 227 Rue Racine E, G7H 7B4.

Pour de plus amples détails, nous vous invitons à consulter l'avis aux membres sur l'audience d'approbation de la transaction, dont une copie est disponible sur le site de chaque commission scolaire impliquée.

**Un avis officiel sera rendu public au moment du jugement final sur l'action collective.**

Les membres du groupe sont représentés par:

**JUSTITIA CABINET D'AVOCATS.**

Me Manon Lechasseur

Me Yves Laperrière

138, rue Racine Est

Chicoutimi (Québec) G7H 1R7

Courriel: [m.lechasseur@justitiaavocats.com](mailto:m.lechasseur@justitiaavocats.com)

Courriel: [y.laperriere@justitiaavocats.com](mailto:y.laperriere@justitiaavocats.com)

**DAVIES WARD PHILLIPS & VINEBERG S.E.N.C.R.L., S.R.L.**

Me Lucien Bouchard

Me Jean-Philippe Groleau

Me Guillaume Charlebois

1501 avenue McGill College

26e étage

Montréal (Québec) H3A 3N9

[lbouchard@dwpv.com](mailto:lbouchard@dwpv.com)

[jpgroleau@dwpv.com](mailto:jpgroleau@dwpv.com)

[gcharlebois@dwpv.com](mailto:gcharlebois@dwpv.com)

**SOURCE Morency Société d'avocats**

Renseignements : JUSTITIA CABINET D'AVOCATS. : Me Manon Lechasseur, Me Yves Laperrière, 138, rue Racine Est, Chicoutimi (Québec) G7H 1R7, Courriel: [m.lechasseur@justitiaavocats.com](mailto:m.lechasseur@justitiaavocats.com), Courriel: [y.laperriere@justitiaavocats.com](mailto:y.laperriere@justitiaavocats.com); DAVIES WARD PHILLIPS & VINEBERG S.E.N.C.R.L., S.R.L. : Me Lucien Bouchard, Me Jean-Philippe Groleau, Me Guillaume Charlebois, 1501 avenue McGill College, 26e étage, Montréal (Québec) H3A 3N9, [lbouchard@dwpv.com](mailto:lbouchard@dwpv.com), [jpgroleau@dwpv.com](mailto:jpgroleau@dwpv.com), [gcharlebois@dwpv.com](mailto:gcharlebois@dwpv.com)

**Profil de l'entreprise****Morency Société d'avocats**

---

**De:** CNW Group <approvemtl@newswire.ca>  
**Envoyé:** June 30, 2018 9:00 AM  
**À:** Marianne Lefrançois  
**Objet:** CNW Telbec Release Confirmation - Avis d'audience d'approbation d'une transaction  
**Pièces jointes:** 2176608-1-2.html

Your news release was transmitted at: 2018-06-30 09:00 and can be viewed at  
<http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/June2018/30/c3848.html>

A copy is also attached for your reference.



---

## Notice of Hearing for Approval of a Transaction Français

---

NEWS PROVIDED BY  
**Morency Société d'avocats**  
Jun 30, 2018, 09:00 ET

---

***"Class action for compensatory damages for costs  
for educational services and for the purchase of school materials"***

**THE CLASS AND DAISYE MARCIL V. COMMISSION SCOLAIRE DE LA  
JONQUIÈRE ET AL.**

(Chicoutimi S.C.: 150-06-000007-138)

CHICOUTIMI, QC, June 30, 2018 /CNW Telbec/ - This press release is to inform you that a transaction has been entered into, subject to its approval by the Court, between the parties involved in the class action authorized on December 6, 2016 by the honourable Carl Lachance, J.S.C., against 68 school boards, on behalf of the persons forming part of the class described below:

"All persons who have paid, as parents, tutors, or assignees, for their children registered in one of the schools forming part of the educational institutions of the respondents, costs for educational services (...) and for the purchase of textbooks or instructional materials, mandatory or optional, required for the teaching of programs of studies of elementary and secondary education, as well as costs for reference and reading

material, from the 2009-2010 school year, except for the ten (10) school boards listed at paragraphs 20. i., ii, iii, iv, v, vi, x, xii, xiii, and xv, from the 2008-2009 school year, until the judgment date, that are not subject to the exception contemplated by section 7 of the *Education Act* (CQLR c I-13.3), subject to certain reservations with respect to the *Commission scolaire des Samares* for which the following clarifications should be made:

- ◆ With respect to the *Commission scolaire des Samares*, all of the matters that were the subject of the discontinuance recorded in the minutes of the hearing dated February 27, 2012 in the court record 705-06-000005-109 of the Superior Court of the district of Joliette will be excluded from the claim;"

This transaction provides that the 68 defendant school boards will pay a total amount of \$153,507,134.00 in capital, interests and additional indemnity in full and final settlement of the class members' claims, which corresponds to a compensatory lump sum of \$28.49 per student per year for the 2009-2010 or 2010-2011 school years, as applicable, until the 2016-2017 school year inclusively. The fees (and applicable taxes), disbursements (including financing costs) and legal costs incurred by counsel for the class members, the total of which should be approximately \$4.40 per student per school year, will be deducted from this compensatory lump sum of \$28.49.

In the event that the entire settlement fund is not distributed to the class members, the remaining balance will be allocated to a distinct budgetary item to be set up by each of the defendants which will be used exclusively to help students with financial needs.

The 2009-2010 to 2016-2017 school years are compensated in the case of the following 10 school boards:

- Commission scolaire de la Capitale
- Commission scolaire du Chemin-du-Roy
- Commission scolaire des Découvreurs
- Commission scolaire de l'Énergie
- Commission scolaire De La Jonquière
- Commission scolaire du Lac-Saint-Jean
- Commission scolaire des Navigateurs
- Commission scolaire du Pays-des-Bleuets
- Commission scolaire des Premières-Seigneuries
- Commission scolaire des Rives-du-Saguenay

The 2010-2011 to 2016-2017 school years are compensated for the other school boards covered by the class action.

The transaction provides that for the 2017-2018 and 2018-2019 school years, the class members will be compensated by the *Supplement for the purchase of school supplies* paid from the 2017-2018 school year by the Government of Québec.

The class members who want to object or to make representations regarding the proposed transaction will be able to address the Court directly, or through their counsel, at the hearing for approval, which will be held on July 18, 2018, at 9:30 am, in room 3.01 of the Chicoutimi Courthouse, located at 227 Racine Street E, G7H 7B4.

For further details, we invite you to consult the notice to members regarding the hearing for approval of the transaction, a copy of which is available on the website of each involved school board.

**An official notice will be made public upon the final judgment on the class action.**

The class members are represented by:

<p><b>JUSTITIA CABINET D'AVOCATS</b></p> <p>Mtre Manon Lechasseur</p> <p>Mtre Yves Laperrière</p> <p>138, Racine Street E</p> <p>Chicoutimi (Québec) G7H 1R7</p> <p>Email: m.lechasseur@justitiaavocats.com</p> <p>Email: y.laperriere@justitiaavocats.com</p>	<p><b>DAVIES WARD PHILLIPS &amp; VINEBERG LLP</b></p> <p>Mtre Lucien Bouchard</p> <p>Mtre Jean-Philippe Groleau</p> <p>Mtre Guillaume Charlebois</p> <p>1501 McGill College Avenue, Suite 2600</p> <p>Montréal (Québec) H3A 3N9</p> <p>Email: lbouchard@dwpv.com</p> <p>Email: jpgroleau@dwpv.com</p> <p>Email: gcharlebois@dwpv.com</p>
--	--

## SOURCE Morency Société d'avocats

For further information: JUSTITIA CABINET D'AVOCATS: Mtre Manon Lechasseur, Mtre Yves Laperrière, 138, Racine Street E, Chicoutimi (Québec) G7H 1R7, Email: m.lechasseur@justitiaavocats.com, Email: y.laperriere@justitiaavocats.com; DAVIES WARD PHILLIPS & VINEBERG LLP: Mtre Lucien Bouchard, Mtre Jean-Philippe Groleau, Mtre Guillaume Charlebois, 1501 McGill College Avenue, Suite 2600, Montréal (Québec) H3A 3N9, Email: lbouchard@dwpv.com, Email: jpgroleau@dwpv.com, Email: gcharlebois@dwpv.com

### Organization Profile



**Morency Société d'avocats**

---

**De:** CNW Group <approvemtl@newswire.ca>  
**Envoyé:** June 30, 2018 9:00 AM  
**À:** Marianne Lefrançois  
**Objet:** CNW Telbec Release Confirmation - Notice of Hearing for Approval of a Transaction  
**Pièces jointes:** 2176608-1-1.html

Your news release was transmitted at: 2018-06-30 09:00 and can be viewed at  
<http://www.newswire.ca/en/releases/archive/June2018/30/c7724.html>

A copy is also attached for your reference.